

Déclarations de ministres

accordent davantage et, de toute façon, le Canada se classe au premier rang mondial par habitant pour l'aide alimentaire.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Clark (Yellowhead): A mon avis, étant donné la situation actuelle, le Canada doit encourager une meilleure coordination entre les donateurs.

Mardi dernier j'ai écrit au ministre des Affaires étrangères de chacun des sept États du Sommet économique occidental. Je leur ai signalé que de nombreux Éthiopiens mourront de faim ou de maladie à moins que le pays ne bénéficie d'un apport massif de denrées, d'assistance humanitaire et d'un soutien logistique.

Je leur ai également fait part de mon impression que le gouvernement éthiopien mettait tout en œuvre pour régler la crise.

[Traduction]

Chaque soir, en nous montrant avec un réalisme saisissant les souffrances de ces gens qui vivent dans l'angoisse, la télévision nous rappelle à quel point nous sommes privilégiés et combien nous avons de la chance par rapport à une bonne partie de la population du globe. Je suis profondément touché par la générosité avec laquelle les Canadiens ont réagi face à la famine qui sévit en Ethiopie, dans le Sahel et dans d'autres régions d'Afrique victimes de la sécheresse.

Même si les Canadiens ont déjà fait preuve d'une générosité extraordinaire, je tiens à assurer à tous les citoyens que leurs propositions, leurs contributions et leurs offres d'aide seront vivement appréciées et recevront toute l'attention voulue. Dans les jours et les semaines à venir, le gouvernement continuera de collaborer étroitement avec les particuliers et les organismes privés afin que l'aide du Canada serve au maximum à atténuer l'ampleur de cette catastrophe.

A l'étranger, nous continuerons de travailler avec le gouvernement éthiopien, avec d'autres pays donateurs et avec les organes des Nations Unies pour suivre l'évolution de la situation en Afrique et rendre le plus efficace possible la lutte contre la famine. La compassion et la volonté manifestées par les Canadiens nous guideront dans cette tâche.

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le ministre de sa déclaration d'aujourd'hui. Je crois qu'elle reflète vraiment la pensée des Canadiens. Ils veulent que leur gouvernement agisse rapidement et efficacement dans ce domaine. Mon parti et moi-même et, j'en suis sûr, tous les Canadiens, applaudiront à toutes mesures que le gouvernement prendra dans cette voie.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Je voudrais également féliciter le ministre de son objectivité. Nous sommes tous fiers d'être, depuis un certain temps, le pays qui accorde à l'Afrique l'aide la plus généreuse par habitant, et nous devons continuer à être les premiers. Je suis heureux de voir que le ministre reconnaît que notre contribution à l'Ethiopie est de loin la plus importante par habitant. Je le félicite de poursuivre dans cette voie.

Cette initiative visant à accorder davantage d'aide à l'Afrique est louable. Nous approuvons cet octroi de 50 millions de dollars. Nous voudrions toutefois savoir si le gouvernement enlève cet argent à d'autres gens qui souffrent dans le monde.

Nous voudrions savoir s'il s'agit d'une aide supplémentaire et si cela va effectivement réduire les coupes que le ministre des Finances (M. Wilson) a parlé de faire dans le budget de l'aide extérieure il y a huit jours. Nous ne voulons pas donner d'une main en reprenant de l'autre. En outre, le Tchad a demandé de l'aide ce matin parce que les mêmes problèmes existent là-bas; ils se propagent dans les autres pays de l'Afrique.

• (1210)

Je ne pense pas que nous devrions réduire notre aide et je félicite le ministre de cette initiative. J'espère qu'il reviendra sur ses paroles de la semaine dernière, car malgré les problèmes financiers du Canada, tous les Canadiens désirent que le gouvernement fasse plus à cet égard. Le moment est mal choisi pour réduire l'aide extérieure.

Notre gouvernement s'était fixé l'objectif fort louable de porter l'aide extérieure à 0.7 p. 100 de notre PNB d'ici 1990. Même si nous avons des problèmes économiques au Canada, le moment est mal choisi pour nous écarter de ces objectifs quand on voit tous les soirs à la télévision ce qui se passe dans ces pays.

Je suis heureux d'entendre le ministre dire que cet argent proviendra d'une autre source. Nous devons être prêts à apporter une aide quotidienne, car ce problème n'est pas seulement momentané, il prend des proportions endémiques dans le monde entier. Il s'agit là d'une mesure positive pour aider ces pays à développer leur infrastructure, notamment grâce à des projets d'irrigation pour éviter que ce genre de crise ne se reproduise. Personne ne voudrait faire de sectarisme à l'égard de cette question.

Certes, le ministre prend les mesures qui s'imposent, mais j'espère qu'il peut nous assurer que ce n'est pas simplement du trompe-l'œil pour masquer des réductions dans d'autres domaines.

La Chambre des communes voudra certainement tenir sa promesse. L'objectif qui a été fixé à 0.7 p. 100 du PNB n'est pas assez élevé. Notre ancien chef, le très honorable Lester B. Pearson, de concert avec d'autres bienfaiteurs de l'humanité, avait demandé aux pays riches de porter à 1 p. 100 de leur PNB leur aide extérieure. Le Canada peut donner l'exemple dans ce domaine et j'ai été personnellement déçu de voir que nous étions lents à agir.

Quand j'étais ministre des Finances et président du Conseil du Trésor, je veillais toujours à ce que nous ne réduisions pas les fonds consacrés à l'aide extérieure pour régler des problèmes internes.

Je sais que le ministre tient à réaliser cet objectif de 0.7 p. 100. C'est ce qu'il a soutenu devant les Nations Unies le 25 septembre dernier et il a aussi chargé M. Lewis de le déclarer deux jours avant d'annoncer les compressions. Je suis heureux de cette initiative du gouvernement et du fait qu'il y consacre des fonds nouveaux. Il devrait poursuivre cette politique, car les Canadiens souhaitent que leur gouvernement fasse une contribution généreuse à l'aide internationale.

Bien que le Canada éprouve des difficultés, c'est un pays relativement riche par rapport au tiers monde. Le gouvernement ne peut pas nier l'existence du problème et les Canadiens le féliciteront d'avoir pris cette initiative. Nous n'en voudrions pas au ministre des Finances s'il recule devant ces réductions.